

Le chantier de l'éducation

SÉBASTIEN PROULX, *Un Québec libre est un Québec qui sait lire et écrire*, Québec, Septentrion, 2018, 136 pages

GENEVIÈVE DORVAL-DOUVILLE ET JEAN-FRANÇOIS GINGRAS, *Réussir l'éducation. Pour un accompagnement adéquat de nos talents*, Montréal, Éditions Somme Toute, 2018, 158 pages

JOËLLE TREMBLAY, *L'inéducation. L'industrialisation du système d'éducation au Québec*, Montréal, Éditions Somme Toute, Collection Brefs essais, 2017, 96 pages

RAPHAËL ARTEAU MCNEIL, *La perte et l'héritage. Essai sur l'éducation par les grandes oeuvres*, Montréal, Boréal, 2018, 174 pages

Pascal Chevette

Volume 12, numéro 3, été 2018

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/88393ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Ligue d'action nationale

ISSN

1911-9372 (imprimé)

1929-5561 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Chevette, P. (2018). Compte rendu de [Le chantier de l'éducation / SÉBASTIEN PROULX, *Un Québec libre est un Québec qui sait lire et écrire*, Québec, Septentrion, 2018, 136 pages / GENEVIÈVE DORVAL-DOUVILLE ET JEAN-FRANÇOIS GINGRAS, *Réussir l'éducation. Pour un accompagnement adéquat de nos talents*, Montréal, Éditions Somme Toute, 2018, 158 pages / JOËLLE TREMBLAY, *L'inéducation. L'industrialisation du système d'éducation au Québec*, Montréal, Éditions Somme Toute, Collection Brefs essais, 2017, 96 pages / RAPHAËL ARTEAU MCNEIL, *La perte et l'héritage. Essai sur l'éducation par les grandes oeuvres*, Montréal, Boréal, 2018, 174 pages]. *Les Cahiers de lecture de L'Action nationale*, 12(3), 22–26.

Tous droits réservés © Ligue d'action nationale, 2018

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

LE CHANTIER DE L'ÉDUCATION



SÉBASTIEN PROULX
**UN QUÉBEC LIBRE
EST UN QUÉBEC QUI
SAIT LIRE ET ÉCRIRE**
Québec, Septentrion, 2018,
136 pages

GENEVIÈVE DORVAL-
DOUVILLE ET JEAN-
FRANÇOIS GINGRAS
RÉUSSIR L'ÉDUCATION. POUR

**UN ACCOMPAGNEMENT ADÉQUAT DE NOS
TALENTS**

Montréal, Éditions Somme Toute, 2018, 158 pages

JOËLLE TREMBLAY

**L'INÉDUCATION. L'INDUSTRIALISATION DU
SYSTÈME D'ÉDUCATION AU QUÉBEC**

Montréal, Éditions Somme Toute, Collection Brefs essais,
2017, 96 pages

RAPHAËL ARTEAU MCNEIL

**LA PERTE ET L'HÉRITAGE. ESSAI SUR
L'ÉDUCATION PAR LES GRANDES ŒUVRES**

Montréal, Boréal, 2018, 174 pages

L'éducation fait écrire ces temps-ci : quatre essais, et sûrement une tonne d'autres. Quatre ouvrages où on y réfléchit à la fois comme système, réseau et infrastructure qu'à travers ses fondements philosophiques. Les essais dont il sera question dans cette lecture croisée apportent tous leur pierre à l'édifice. Même s'ils l'abordent selon un point de vue qui leur est propre, tous pointent dans la même direction : revaloriser l'acte d'enseigner et recentrer l'école sur la transmission des connaissances et de la « culture générale ».

Le ministre Sébastien Proulx a fait paraître en janvier dernier *Un Québec libre est un Québec qui sait lire et écrire*. Avec ce titre programmatique, Proulx veut mobiliser le milieu, lui rappeler ses responsabilités et insuffler un désir d'avenir en exposant sa vision de l'éducation. *Réussir l'éducation. Pour un accompagnement adéquat de nos talents* ambitionne aussi de consensus et d'une mobilisation globale. Geneviève Dorval-Douville et Jean-François Gingras, issus du collectif des « Orphelins politiques », s'attellent, dans une étude soignée et bien documentée, à définir des actions en amont pouvant renforcer le système et lui donner la noblesse qu'il mérite.

La perspective de nos deux autres auteurs ratisse plus large et aide à voir plus clair dans les maux de notre système d'éducation. Dans *L'inéducation*, la professeure de philosophie au cégep de Granby Joëlle Tremblay analyse les conséquences du dogme néolibéral sur l'éducation. Quant à l'essai de Raphaël Arteau McNeil, il n'aborde pas l'état du réseau. *La perte et l'héritage* présente plutôt une réflexion philosophique sur la lecture des grandes œuvres et

sur la définition même de l'éducation, fruit de ce qu'il nomme, paraphrasant René Descartes, sa « morale par provision ».

*

LE QUÉBEC LIBRE DE SÉBASTIEN PROULX

Cette lointaine, au fond si lointaine expression d'« Un Québec libre » utilisée par Sébastien Proulx a bien le sens d'une déclaration publique. Avec son essai, le jeune ministre livre un message politique : que l'éducation émerge à nouveau comme une priorité nationale et un projet collectif. Proulx a senti le besoin de prendre du recul et de rassembler son argumentaire sur les principaux défis du réseau de l'éducation et également pour s'attaquer à ce qui constitue à ses yeux les trois principaux obstacles à son amélioration : le cynisme, le corporatisme et le fatalisme.

Il y a bien sûr un calcul électoraliste dans l'exercice. Amorçant son propos par un rappel des valeurs profondes qui l'animent et qui devraient animer le milieu, Proulx interpelle tous les acteurs du réseau, ses adversaires politiques sans doute, les futurs électeurs et la société civile pour en faire des alliés dans la cause commune. Peut-être même que son entreprise est une réponse à son ancien collègue de la CAQ, Jean-François Roberge, qui avait écrit en 2016 *Et si on réinventait l'école*. D'avoir pris la peine d'écrire un essai dans l'exercice de ses fonctions est toutefois un acte salubre qui mérite d'être souligné, ne serait-ce que comme valorisation même de l'écrit et de la réflexion libre, mais aussi pour rehausser un poste plutôt instable sur lequel se sont succédé tant de ministres.

Proulx fait le pari de la franchise. Son livre est divisé en trois sections déclinées en trois formes de reconnaissance : celle de la responsabilité de tous, de la responsabilité des institutions et de la culture générale. Il insiste beaucoup sur le goût de l'effort et sur l'importance des premières années de l'enfant, traits également soulevés dans *Réussir l'éducation*. Les enseignants sont évidemment au cœur de son appel et son souhait est que cette conversation sur le sens de l'éducation ne soit « pas qu'une question de relations de travail » (p. 34).

On le sent sincère et volontaire, surtout quand il parle du goût de l'effort et de l'avenir. Optimiste, il veut lutter contre une défiance, voire une méfiance à l'égard des institutions publiques. Dans ses mots, ce sont du « braquage » et des objections de « tenants du statu quo » qui empêchent la marche de s'effectuer. Mais œuvrant au sein d'un gouvernement qui a opéré de nombreuses coupes budgétaires dans le secteur, ce que dénonce d'ailleurs *L'inéducation*, on peut trouver maladroit un énoncé comme : « Il faudra notamment sortir du cadre actuel de négociations. En langage gouvernemental, je dirais qu'il faut moins de Conseil du trésor et plus de conversations franches et ouvertes entre les enseignants, leurs représentants syndicaux, le ministère et le gouvernement. » (p. 35) Il veut dire qu'il faut parler d'éducation pour l'éducation, pour cette cause ; que les intérêts de chacun ne doivent pas faire obstruction à la possibilité de bien incarner ce principe, pilier d'un État démocratique digne de ce nom. Mais pour plusieurs, il est difficile de faire abstraction des conditions de travail, consubstantielles à une institution d'éducation bien construite et, conséquemment, à la vision qui la couronnerait. En ce sens, le besoin de franchise et de confiance est souhaitable.

Pascal Chevrette

Chef de pupitre, littérature

à tout instant, c'est sûr, mais il peut soulever des questionnements dans l'état actuel des choses.

Contre le cynisme, son livre a valeur de témoignage. Proulx parle des fonctionnaires du ministère, qui font un travail formidable. Il rappelle la fragile démocratie scolaire et veut que l'on valorise mieux les rôles de directeurs d'école et de commissaires scolaires. Son expérience lui permet effectivement de parler de l'engagement de tous ces gens du milieu, artisans et professionnels qui tiennent quotidiennement le réseau à bout de bras. Plusieurs autres volets sont abordés, soulignons-les en rafale : l'architecture des écoles à moderniser, le rôle du Lab-école, la place des technologies numériques, l'école comme milieu de vie. Le désir est grand, pour ce pragmatique, de mettre l'institution au diapason du XXI^e siècle. Proulx agit aussi sur d'autres fronts, il se positionne en voulant faire mentir ceux affirmant que l'école québécoise est inégalitaire. Il préconise ainsi la liberté des parents qui désirent envoyer leurs enfants à l'école privée, complémentaire du réseau public.

Enfin – et les médias l'ont soulevé lors de la parution du livre –, Proulx se prononce sur la création d'un ordre professionnel des enseignants et parle de stimuler la culture des compétences pédagogiques. Sa phrase-clef est qu'«enseigner n'est pas un métier comme les autres». Très sensible à la valeur de l'exemplarité, il veut que le Québec dispose des meilleurs professeurs possible. Pour ce faire, il insiste sur les trois points que sont la formation initiale, la formation continue et l'évaluation des profs, trois avenues qui culmineraient dans la création d'un ordre professionnel.

La voie est-elle ouverte pour ce débat? La création d'un ordre réglerait-elle les problèmes du milieu? Sa venue amenuiserait-elle la liberté académique et ne nous ferait-elle pas entrer dans une autre forme de corporatisme? Nous reviendrons sur ce point qu'aborde *Réussir l'éducation*, dans lequel ses auteurs y vont de nuances sur le sujet, sans mettre de côté l'importance d'une voix nouvelle officialisant le statut professionnel de l'acte d'enseigner, mais sans que cela prenne forcément la forme d'un ordre.

Bref, on peut se demander, après la lecture d'*Un Québec libre*, si Proulx réussit à communiquer sa vision. Le livre manifeste fortement un vif désir que le système se pare d'une envergure nouvelle. Proulx consacre ses dernières pages à faire valoir l'importance majeure de la lecture et de l'alphabétisation. Il désire que le Québec se dote d'une définition commune de la littératie. Il souhaite, dans la même logique, que l'éducation ne soit pas uniquement pensée en termes de spécialisation, mais qu'elle ouvre plus largement au monde, qu'elle sache tout simplement dire aux élèves et étudiants, pour prendre des mots de *La perte et l'héritage*, «Voici le monde». On peut sentir que le jeune ministre prend vraiment son rôle au sérieux et qu'il accorde une valeur profonde à ce service public de premier ordre lorsqu'il résume sa pensée : «L'éducation n'est pas un dossier comme les autres. Les actions ne peuvent se mesurer, encore plus en éducation que dans les autres missions de l'État, que sur le long terme. C'est un projet de société. Ça demande de l'énergie. De la volonté, mais aussi beaucoup de patience.» (p. 136)

Il veut revenir aux bases tout en affrontant l'avenir, son message est simple. La «franchise» qu'il met de l'avant est une volonté d'élever le dialogue sur l'école que nous voulons. Fier de son initiative sur la reconnaissance des enseignants, il valorise par le fait même les grandes figures lorsqu'il parle de son affection

pour l'Histoire. Napoléon, Churchill, Lincoln, il cherche l'inspiration (bien qu'elle n'ait pour sources que des modèles masculins, permettons-nous de le préciser). Pour que sa vision prenne racine, il ne peut cependant pas faire l'économie des conditions de travail des enseignants. Voyons ce que les autres essais peuvent apporter à l'appel de Proulx.

GENEVIÈVE DORVAL-DOUVILLE ET JEAN-FRANÇOIS GINGRAS VEULENT *RÉUSSIR L'ÉDUCATION*

Réussir l'éducation est une initiative de deux auteurs qui font partie du collectif «Orphelins politiques», mouvement lancé par Paul St-Pierre Plamondon à la suite du précédent, Génération d'idées, initié en 2011. Leur livre apporte deux pierres solides à la réflexion sur le système d'éducation. En gros, les deux auteurs vont chercher, eux aussi, à revenir aux bases et à agir en amont; agir sur «la ligne de départ», c'est le titre du premier chapitre portant sur les CPE, agir sur «la ligne de front», titre du second chapitre centré sur l'enjeu de l'enseignement. Tels sont les deux axes de l'ouvrage.

Sur ce sujet abordé avec tant d'insistance par le ministre Proulx, Dorval-Douville et Gingras essaient de comprendre les causes du «décrochage» des profs, dont on parle moins. Des causes tels la surstructuration de la tâche, le manque de modes d'insertion professionnelle, de formation initiale et continue, le sentiment d'insuffisance devant la tâche. Si «le métier d'enseignant n'est pas un métier comme les autres», il est effectivement important qu'une vision de l'éducation qui demande à naître soit porteuse de conditions assurant la plénitude de la fonction.

Dorval-Douville et Gingras rappellent que 54 % du corps enseignant disposent actuellement d'un emploi permanent, un manque de stabilité qui affecte irrémédiablement le sentiment d'appartenance à une institution. De plus, révèlent-ils, 25 % n'enseignent pas dans leur spécialité. Ils estiment donc qu'il faut «repenser les conditions de travail en fonction de l'attrait que cette fonction devrait exercer» (p. 105). Pour ce faire, ils vont offrir plusieurs pistes de solution : des programmes d'insertion professionnelle et du mentorat, mais aussi la mise en place de groupes de soutien ; ils vont opter pour le travail d'équipe et le coapprentissage pour ne pas laisser les profs seuls ou suspendus au fil interrompu des discussions de corridors. L'évaluation des enseignants n'aurait pas de sens sans cette organisation préalable.

Bien qu'ils reconnaissent, comme Proulx, que la relation professeur-étudiant est au cœur du processus d'apprentissage, ils se font beaucoup plus prudents relativement à la création d'un ordre des enseignants, rappelant qu'un avis de l'Office des professions recommandait en 2002 de ne pas aller de l'avant avec la mise sur pied de cet ordre. Car des mécanismes existent déjà. Constatant les change-



LE CHANTIER DE L'ÉDUCATION



ments et l'importance des compétences, ils sont d'avis qu'il faut une organisation faisant la promotion, le développement et l'évaluation des pratiques et que cette organisation ne serait pas de trop. Ils pensent qu'une réflexion doit à nouveau se tenir et qu'une voix qu'ils «ne définissent pas formellement, est trop importante pour être mise de côté» (p. 124). Ce qui est sûr, c'est qu'il faut, préconisent-ils, «une réforme en profondeur réalisée avec l'appui des enseignants.» Malgré sa position

sans ambiguïté, Proulx énonçait d'ailleurs que «les enseignants doivent s'approprier leur profession» (p. 36). Tout compte fait, on pourrait croire qu'il y a dans *Réussir l'éducation*, un flou et un refus de se prononcer, mais en fait, en exposant dans un dernier segment de leur essai les détails sur le fonctionnement du système finlandais, on comprend leur engagement à vouloir consolider le socle social-démocrate des institutions québécoises.

Le débat sur l'ordre doit-il donc être remis de l'avant? Comme plusieurs le disent dans le milieu, on enseigne avec ce qu'on est. On se présente aux élèves et étudiants avec l'intégralité de notre personne, et pas uniquement comme un être doué de compétences. Il y a une vulnérabilité chez l'enseignant, elle est du même ordre que l'acteur sur scène; voilà sa force et voilà ce qui rend délicate la question de l'ordre. Voilà aussi la confusion qui peut exister entre la pédagogie comme art et la pédagogie comme science. Lorsque nous parlons d'enseigner, sommes-nous dans une logique de «protection du public», comme les ingénieurs, les comptables, les denturologistes, les orienteurs?

Nous ne pouvons pas être dans une logique de client, car l'enseignant, pour reprendre les mots du philosophe George Leroux, «instruit, enseigne, forme». À son contact, l'enfant, l'élève, l'étudiant, se transforme. On n'en demande pas tant aux dentistes, aux comptables, à l'ingénieur; doivent-ils «transformer» leur client? L'ordre est là pour protéger le public et les gestes professionnels. Or, le métier d'enseignant, s'il repose bien entendu sur des gestes professionnels, exige en plus l'implication d'une personnalité, que l'on souligne si abondamment par cette image clichée, mais juste, celle du «feu sacré». Proulx cite quelque part ce grand pédagogue et scientifique que fut Fernand Séguin: «Le véritable enseignement est avant tout non pas la transmission de connaissances, mais la transmission de la joie de connaître.» (p. 80) Tant mieux si notre dentiste a la joie des dents; si l'architecte a celles de plans. Mais est-ce qu'on peut mesurer, calibrer, encadrer la joie de connaître? On ne peut pas la commander ni la contrôler, mais on peut très certainement la favoriser.

Quelques mots, rétroactivement, sur la première partie de *Réussir l'éducation* portant sur la création des CPE: un grand choix historique du Québec, rappellent-ils. Les deux orphelins politiques veulent signaler à nouveau l'argumentaire à la base des CPE, convaincus «qu'un consensus fort envers [eux] existe toujours» (p. 66). Ils insistent sur la qualité des services qu'on y trouve comparativement aux garderies privées qui ont pourtant connu une hausse de places en dix ans. Dorval-Douville et Gingras se désolent de l'arrêt du développement du réseau sous les libéraux, car, parallèlement aux bénéfices qu'en retirent enfants et parents, les CPE ne sont pas que des «garderies». Pour eux, il s'agit d'un service intégral qui prépare à l'école et va dans le sens de la scolarisation

de la population. Dorval-Douville et Gingras veulent l'inscrire dans le «continuum éducatif»: «peut-être sous-estime-t-on l'importance du développement dans la petite enfance?» (p. 51), interrogent-ils. En rappelant qu'il représente 0,6 % du PIB, ils font également voir l'avantage structurel qu'il représente, en favorisant entre autres la venue de femmes sur le marché du travail. Sur la question du primaire, Dorval-Douville et Gingras demandent à ce que soit mis en place un véritable système de dépistage des élèves ayant des troubles d'apprentissage, car ils sentent qu'ici, on «navigue à l'aveugle».

Les deux auteurs veulent donc également qu'on agisse à la base, et ils l'appellent avec une humilité qu'on apprécie. Prudents sur la question de l'ordre, ils sont enthousiastes et cohérents avec les choix faits par le Québec par le passé. Nullement passéistes, ils exigent plutôt un sens de la continuité et un désir de renouer une confiance dans nos institutions. Agir en amont et s'inscrire dans la durée, tels semblent être les deux principes qui guident cet essai, comme le prochain d'ailleurs.

*

Un rappel bref: le 2 mai dernier, l'Institut de la statistique du Québec révélait que le taux de diplomation secondaire était de l'ordre de 64 %. Il chute drastiquement à 51,4 % si on cible les jeunes garçons. D'autre part, les chiffres, rappellent *Réussir l'éducation*, ne sont pas plus reluisants lorsque l'on constate que près du quart des nouveaux enseignants abandonnent la profession dans les cinq premières années. Ces statistiques, comme beaucoup de statistiques, font du bruit. Elles doivent forcément nous interpeller, mais c'est un ensemble de faits qui devraient faire l'objet de notre attention soutenue. Des infrastructures à rénover, un manque de stabilité bien réel dans le corps enseignant, une lourdeur bureaucratique, des coupes budgétaires, un manque de personnel spécialisé sur le terrain. Ajoutons au portrait les nouvelles réalités: des groupes avec des élèves aux réalités diverses, avec troubles d'apprentissage, la réalité de la population étudiante issue de l'immigration, une réorientation de la pédagogie selon les compétences. Comment y voir clair?

L'INÉDUCATION SELON JOËLLE TREMBLAY

Dans *L'inéducation*, Joëlle Tremblay tente de bien cerner les contours de l'idéologie néolibérale qui a affaibli le système pour mieux le refaçonner selon des objectifs bien précis. Son essai est à la fois inquiétant et limpide, synthétique. Il illustre le clivage des deux visions qui traversent actuellement les milieux de l'éducation. On trouvera ici mots et concepts pour éclairer ce que Sébastien Proulx qualifie de «braquage». Le système est (caricaturons) présentement chaussé dans deux bottines de visions: les uns y voient un levier de développement dans une économie technologiquement avancée et postindustrielle; les autres plaident pour un réenracinement de l'école dans les valeurs séculaires de l'humanisme. Joëlle Tremblay fait partie des seconds et elle a saisi l'occasion d'exposer ses motifs et ses critiques dans son essai qui explique les mécanismes institutionnels de la machine éducative québécoise.

Pour l'auteure, et contrairement à ce qu'en dit Proulx, le dessin est de moins en moins brouillé: quoiqu'on en dise, le Québec ne parvient plus ni à articuler ni à incarner une vision égalitariste et profonde d'une éducation perçue et pensée comme un tout, un curriculum, qui nous tirerait vers le haut avec pour souci central l'épanouissement de la personne humaine. L'accent militant de l'essai ne dissimule pas cette inquiétude légitime que partagent beaucoup d'acteurs du milieu et qui sans aucun doute, alimente une méfiance envers l'État et sa marche vers le progrès.

Car pour Joëlle Tremblay, les débats de fonds sur l'éducation sont présentement carrément évacués dans les médias. L'éducation y est surtout abordée sous l'angle du financement. «Le contenu des programmes, le nombre d'élèves par classe, la formation des maîtres, le fait que les enseignants précaires quittent le réseau» ne le sont pas. Ces demandes, relevées par les syndicats, qu'on accuse par-

1 George Leroux, «Instruire, enseigner, former: le métier d'enseignant aujourd'hui», conférence prononcée au Colloque: 40 ans après le Rapport Parent, 2003.

LE CHANTIER DE L'ÉDUCATION

fois d'être corporatistes, réfractaires au progrès et aux innovations en matière de science de l'éducation, forment pourtant la pierre d'assise de l'institution.

Face à cela, Tremblay rappelle que des réformes qui viennent d'en haut et qui ne font pas l'objet de consensus du milieu, affaiblirait, comprend-on rapidement, un système d'éducation déjà mal en point, car remodelé selon les vertus de la productivité et dont les établissements, devenus autonomes, devraient assurer leur rentabilité. D'où l'idée d'industrialisation.

Le principal point d'achoppement, sur lequel accroche Tremblay, c'est cette réorganisation interne et la nouvelle approche clientéliste étudiante qui en résulte : un glissement vers la valeur économique des diplômés (reflètent-ils l'unité d'un parcours académique ou la certification qu'une unité de travail est prête ?), un recours à la manière de gérer et d'administrer les écoles, comme on le fait en entreprise. Tremblay parle d'industrialisation parce que c'est la performance économique qui serait devenue le critère de toute action sensée dans le milieu. Elle montre qu'idéologiquement aussi, de nouveaux arguments concourent à cet état de fait : une pédagogie centrée sur l'élève et l'approche par compétences, la conception d'une diplomation répondant aux pénuries d'emplois. Cela va jusqu'à l'affaiblissement des critères de correction.

Essentiellement, Joëlle Tremblay veut nous signifier que les coupes des dernières années ne seraient pas fondées sur des faits, mais bien sur une vision politique cherchant à réduire l'intervention de l'État en amenuisant la défense du bien commun. En 10 ans, rappelle-t-elle, 124 millions ont été amputés aux budgets des commissions scolaires alors que dans les secteurs privés, les subventions seraient à la hausse. Le secteur public doit, en plus de ces compressions, s'ajuster à une hausse toujours grandissante du nombre d'étudiants en situation de handicap ou ayant des troubles d'apprentissage.

Ces constats s'inscrivent dans l'idée que met de l'avant Tremblay, celle d'une industrialisation de l'école. La vision industrielle de l'école qu'elle décrit ne serait plus qu'une caricature et incarnerait de moins en moins le but premier de l'éducation, soit « l'actualisation de l'humanité » de l'enfant. Mais – un peu d'optimisme svp ! – même si le système perd de vue sa mission, Tremblay croit heureusement qu'il n'en est pas ainsi chez les enseignants, eux qui gardent le feu. Comme ses collègues essayistes, Tremblay désire qu'on les remette au centre du projet éducatif. Consciente que le débat est éternel et qu'à l'aube de la philosophie on en discutait déjà, elle exige néanmoins de recentrer ce projet sur ses postulats humanistes.

Elle émet des réserves face aux sciences de la pédagogie et à la psychopédagogie qu'elle décrit comme « un vaste désert de couleur et de stimuli » (p. 53). Elle parle du leurre du renouveau pédagogique : il négligerait la perspective classique de l'enseignement. Ici, elle exagère un peu. Elle reprend la critique mise de l'avant par Normand Baillargeon de préférer les compétences aux savoirs, remet de l'avant l'idée qu'un enseignant doit être « pétri » de culture générale, ce qu'aborde avec finesse *La perte et l'héritage*. Bien sûr, cela se confirme toujours : un prof passionné, allumé, est la voie royale pour la motivation aux études. Mais faut-il condamner pour autant toute la littérature scientifique sur la pédagogie et les troubles d'apprentissage ? Ici, pas question de cynisme, plutôt de scepticisme ! Bien qu'on puisse douter de la recherche, on ne peut négliger la meilleure connaissance que nous avons aujourd'hui du développement de l'intelligence de l'enfant et du jeune adulte. Distinguer cela de l'orientation néolibérale de l'éducation : voilà le défi.

Les derniers chapitres de *L'inéducation* portent sur les cégeps et les universités. Tremblay rappelle les intentions de la réforme Robillard de 1993 et du rapport de Demers de 2013 qui recommandaient un meilleur arrimage du cégep avec les besoins du marché du travail. Demers préconisait une révision de la formation générale. Pourtant, note Tremblay, le Conseil canadien des chefs d'entreprise et le Conference Board of Canada montrent que ce qui est recherché par les employeurs, ce ne sont pas forcément des travailleurs

plus spécialisés, mais de futurs employés faisant preuve de jugement et d'esprit critique. Ça va dans le sens de nos autres auteurs.

Un Québec libre : « [...] notre époque impose de revoir l'accent mis sur la technique et de se tourner un peu plus sur l'humain » (p. 84). Voilà ici un point de convergence.

Qu'a donc besoin l'éducation ? De la substance !, clame Joëlle Tremblay. L'évacuation petit à petit du modèle humaniste n'est pas, pour elle, un bon pari ni un choix sain. Si l'éducation doit avoir un fondement, c'est celui-ci : « Le seul point sur lequel nous pouvons intervenir dans ce système industrialisé jusqu'à la moelle, c'est sur la relation privilégiée qui doit se créer entre l'enseignant, l'élève et la chose à connaître. » L'éducation ne peut pas fonctionner comme l'industrie, assurément pas comme elle le fut au XX^e siècle. En lui exportant ses modes de fonctionnement, le paradigme industriel place l'éducation dans les mauvaises chaussures et lui fait faire de mauvais pas qui sapent sa responsabilité morale.

Autant Proulx que Dorval-Douville et Gingras et ici, Tremblay, tous partagent cette idée de recentrer l'éducation sur la relation pédagogique et la valeur de la connaissance. Jetons un coup d'œil du côté d'un dernier essai.

RAPHAËL ARTEAU MCNEIL, ENTRE *LA PERTE ET L'HÉRITAGE*

Voici une définition tout élémentaire de l'éducation ; elle est de Cicéron, que cite Raphaël Arteau McNeil : « l'éducation est cette occupation de l'âme [...] la plus digne d'un être humain, la plus digne d'un homme libre » (p. 48). Sommes-nous dans les limbes de l'Antiquité ? Ou alors peut-on admettre que le besoin évident de modernisation est parfaitement compatible avec les définitions d'un autre âge ? Cicéron voyait dans l'« éducation humaniste et libérale » de son temps, héritage de l'Athènes démocratique du V^e siècle av JC, un moyen de se porter « à la défense de la République », d'accomplir un dessein de la civilisation, parfaire l'humain.

La perte et l'héritage fournit un éclairage que ne livrent pas les trois autres essais, des précisions sur l'idée de culture générale. Celle-ci est souvent admise d'emblée, mais n'est pas exempte d'ambiguïtés. Comment penser la culture générale aujourd'hui alors que les référents culturels s'entremêlent à des niveaux inégaux ? Que la culture populaire est diffusée à grande échelle ? Que les deux se structurent parfois selon des moyens financiers plutôt que des principes moraux ? Cela n'empêche pas que revenir aux fondements culturels est essentiel, mais la tâche est en soi herculéenne si l'on s'évertue à tenir compte de ce pluralisme culturel et social qu'amplifie la mondialisation et l'Internet. Raphaël Arteau McNeil perçoit qu'au-delà de la parcellisation, de la fragmentation à outrance, de l'individualisme contemporain, les humains que nous sommes recherchent, encore et toujours, le sens de l'unité, et que c'est cette quête qui valide l'étude que nous devrions faire des grandes œuvres de l'humanité.

Ces œuvres, ce peut être celles d'Homère, d'Augustin, de Montaigne, mais aussi de penseurs politiques comme Tocqueville, de scientifiques comme Darwin et Einstein, de sociologues comme Weber, de philosophes comme Arendt et De Beauvoir. Le critère étant des écrits dont l'influence grandiose est à la racine de champs disciplinaires, de visions esthétiques ou de philosophies. Arteau McNeil est responsable depuis plusieurs années d'un séminaire de



LE CHANTIER DE L'ÉDUCATION



lecture de ces classiques donné à l'Université Laval et il a proposé cet essai en partie pour exposer l'argumentaire sur lequel se fonde le besoin de relire ces œuvres qui ont à la fois marqué leur temps et l'ont transcendé.

La réflexion qui en résulte ne vise aucunement à redéployer une culture élitiste, tel qu'elle a pu exister par le passé. Arteau McNeil ne parle pas des collèges classiques. Il voit dans l'héritage des grandes œuvres un luxe que l'on devrait pourtant se payer, déshé-

rités que nous sommes dans un monde individualiste à souhait.

Dans des pages consacrées à l'éducation en général, Arteau McNeil voit qu'un alliage nouveau genre a émergé au tournant des années 70 entre une volonté d'égalisation à outrance qui s'est doublée d'une libéralisation des mœurs, mais aussi de la revendication que le système d'éducation ait une visée plus pratique, plus utilitaire. Il en aurait résulté une dérive vers «des éducations» plutôt qu'une Éducation, des éducations menant tout un chacun vers sa spécialité, sa spécialisation, son travail. Selon cette perspective, la connaissance s'en trouve à être instrumentalisée plutôt qu'à être un véritable chemin vers une meilleure connaissance de la nature et de la condition humaine. Arteau McNeil critique rudement cette approche. Dans un des chapitres de l'essai, il présente une brillante analyse du *Banquet* de Platon dans laquelle il montre que les discours sur l'amour de Pausanias, Socrate et Alcibiade vont beaucoup plus loin qu'un texte scientifique contemporain expliquant le choc amoureux comme un débalancement des hormones. Le «comment» ne peut pas être une réponse suffisante à des êtres humains dont le «pourquoi» demeure si important, quoi qu'on en dise.

Arteau McNeil cible la génération lyrique (encore les boomers!), du moins l'idéologie qui la sous-tendrait, pour expliquer pourquoi on a liquidé l'héritage et la tradition, d'où sa désignation de «déshérités» pour parler des générations post-lyriques. Reprenant la démarche intellectuelle de René Descartes, il propose donc une nouvelle méthode pour refonder la pertinence de la lecture des grandes œuvres comme propédeutique à une connaissance profonde du cœur humain. Un tel programme devrait-il être inclus dans la formation des futurs enseignants? La question vaut la peine qu'on la pose. Arteau McNeil y va d'un argumentaire explorant les considérations morales et métaphysiques du statut de ces grands livres, le tout présenté dans une plume efficace et élégante.

On peut tirer plusieurs choses de cet essai. D'abord que l'éducation doit être comprise comme «la réflexion sur sa propre expérience» (p. 58). Ensuite, qu'elle n'est pas naturelle; elle «requiert un effort de la volonté et une conscience de la nature intellectuelle et sentimentale de l'entreprise» (p. 62). Proulx parle bien rapidement dans son livre de «l'ancrage de civilisation» que représente la littérature. C'est exactement ce dont il s'agit ici. Tremblay invite également à ce réenracinement dans les valeurs traditionnellement associées à l'humanisme. Mais ce qui est le plus important dans *La perte et l'héritage*, c'est que les grandes œuvres constituent une preuve, une «modalité» de l'expression de la connaissance de la condition humaine. On trouve dans cet essai une morale qui fonde le principe même d'éducation. Et c'est dans la mesure où cela est reconnu comme tel que le statut même de l'acte d'enseigner trouve toute sa force et sa légitimité. Arteau McNeil cite Hannah Arendt, pour qui l'enseignant est un peu comme «le représentant de tous les adultes qui lui signaleraient [à l'élève, à l'étudiant] les choses en lui disant: Voici le monde.» Voici donc comment *La perte et l'héritage* entreprend de définir une «morale par provision» et une éducation pour «une humanité éparpillée». Vadeboncoeur parlait d'une «humanité improvisée» et ce serait tout aussi juste de présenter les choses ainsi.

DES ORPHELINS, DES VOLONTAIRES, DES DÉSHÉRITÉS

Ces quatre ouvrages veulent repositionner l'éducation comme priorité. Ce qui est intéressant, c'est de voir comment chacun l'interprète. Sébastien Proulx est peu loquace sur les problèmes. Il les présente plutôt sous l'angle des défis. S'il y a effectivement une rhétorique pragmatique et politicienne chez lui, cela n'enlève pas à la véritable confiance qu'il place dans la mission éducative. Nous ne sommes évidemment pas dans les mêmes talles avec *L'inéducation* où prévaut la critique de l'ordre néolibéral en éducation. Pour les orphelins de *Réussir l'éducation*, c'est le pacte social-démocrate qui a faibli et qui doit être relancé. Chez le déshérité qu'est Raphaël Arteau McNeil, on recadre le sens même «d'éducation» en lui réassignant ses postulats philosophiques à travers les grands livres qui ont ouvert ce qu'il peut convenir d'appeler une tradition. Une tradition, soulignons-le, qui n'est pas une reprise docile de façons de faire ancestrales, mais une conscience que nos droits et les progrès qui en ont résulté reposent sur une lente et profonde maturation de la pensée humaine. En ce sens, la tradition est médiation d'un passé au présent, d'un présent à l'avenir.

On pourrait voir dans ces quatre essais les marques d'un néo-classicisme, d'une forme de pensée conservatrice tournée vers un rappel de principes philosophiques d'autre âge. Il y a un peu de ça. En même temps, aucun des ouvrages ne fait dans la nostalgie. Tous revendiquent plutôt une volonté de répondre aux enjeux de notre époque. *Un Québec libre* et *Réussir l'éducation* plaident tous deux pour que l'on se retrouse les manches. *L'inéducation* ne dit pas autre chose: que le recentrage sur les valeurs humanistes à la base même de l'idée d'éducation retrouve sa pertinence et que cela soit une base suffisamment solide pour que ressources et investissements permettent à l'école, et l'autorisent, à s'organiser pleinement.

Il y a des failles dans le système, des lézardes que la simple bonne volonté ne peut pas faire disparaître d'un seul coup; ce sont à la fois des manquements, mais aussi des besoins de s'adapter à de nouvelles réalités sociologiques et matérielles. Le désengagement de l'État au profit de la libre circulation des biens a eu des incidences profondes, non seulement sur les institutions publiques, mais aussi sur les comportements de tout un chacun. Si au Québec le système est devenu inégal et qu'il peine à incarner son statut de service public, c'est que le rapport et les attentes à son endroit ont évolué, que l'école représente maintenant une plus-value dans les économies fondées sur le savoir. Cela exerce sur lui des pressions. Mais il serait aberrant de le soumettre au strict critère de la rentabilité, trop aléatoire, favorisant les uns au détriment des autres.

Quoi qu'on en dise, un rapport clientéliste frappe l'école, on veut être bien servi. On recherche le meilleur rapport qualité/prix. Chacun cherche ce qu'il y a de mieux pour son enfant. Où est le problème? Mais comment refonder la possibilité de la vie collective quand les choix individuels disposent de tant de légitimité? Comment concilier les deux, comment définir la recherche du bien commun sans brimer, que chaque époque exige de réinterpréter, le bien de chacun? Jeu d'équilibre! Avant penser réengagement de l'État, il faut que les gens, responsables de tous les milieux et à tous les niveaux, sachent reconnaître que chacun a sa part de vérité dans l'affaire, quelque part dans le nœud de ses mots et le socle de ses convictions. Quatre auteurs, cinq, avec leur sensibilité propre, ont articulé quelques points de convergences opportuns, ce front inédit peut-il trouver l'écoute d'une large audience? Et souhait tout personnel, pour que le chantier avance: espérons que la curiosité intellectuelle, la curiosité tout court!, sache frayer son chemin là où il n'y a plus, finalement, qu'un impérieux, voire parfois impétueux, désir de performance. ❖